

Agents des finances publiques. « On a perdu 20 % de pouvoir d'achat en vingt ans »

Les agents des finances publiques demandent une revalorisation pérenne de leur rémunération. Comme partout en France, un rassemblement a eu lieu à Lorient (Morbihan), ce mercredi 22 novembre 2023.



Les agents des finances publiques de Lorient (Morbihan) réclament une revalorisation pérenne de leur rémunération ce mercredi 22 novembre dans le cadre des négociations salariales. | OUEST-FRANCE
[Ouest-France](#) Delphine LANDAY. Publié le 22/11/2023 à 17h55

En vingt ans, on a perdu 20 % de pouvoir d'achat », lâche Yannick Le Sausse, secrétaire départemental Solidaires Finances publiques, basé à [Lorient \(Morbihan\)](#). Avec ses camarades Christophe Rissel, CGT et Hervé George, CFDT, il réclame une véritable hausse des rémunérations dans le cadre des négociations salariales annuelles engagées depuis le mois de septembre.

C'est une question de reconnaissance de la qualité du travail des agents, disent les représentants de l'intersyndicale. Nous faisons un travail très technique, les connaissances fiscales ne s'apprennent pas comme ça.

« La charge de travail a explosé »

Le centre de Lorient compte environ 200 agents. Il y a des départs à la retraite non compensés, des changements de postes, énumèrent les représentants syndicaux. C'est tendu dans tous les services, la charge de travail a explosé.

Pour y remédier, la direction renforce les services, mais nous faisons de plus en plus appel à des contractuels. Nous n'avons rien contre eux, mais nous défendons un recrutement statutaire, avec un an de formation.

De plus, nous sommes soumis au secret fiscal, aux clauses de confidentialité. Que deviennent-elles quand le contractuel repart dans le privé ?

« Des agents quittent la fonction publique »

Les conditions de rémunération poussent des agents à quitter la fonction publique, nous n'attirons plus, les gens préfèrent travailler dans le privé, y compris ceux qui ont passé le concours ».

Les agents demandent une juste rémunération et des moyens pour remplir leur mission de service publique. Nous n'avons pas les moyens de remplir notre mission de lutte contre la fraude fiscale, estiment-ils, c'est assez injuste au quand on voit les moyens qu'on nous donne pour chasser les fraudeurs aux aides sociales ou les défauts de paiement de l'impôt.